

TRADUCTION FRANÇAISE POUR INFORMATION

Vendredi 21 Joumada II 1415 - 25 Novembre 1994

137^{ème} année

N° 93

Sommaire

Décrets et Arrêtés

Premier Ministère

Maintien en activité dans le secteur public 1891

Ministère de l'Intérieur

Nomination de chefs de division 1891

Nomination de chefs de subdivision 1891

Nomination de chefs de service 1891

Ministère de la Justice

Nationalité Tunisienne 1891

Arrêté du ministre de la Justice du 23 novembre 1994, fixant la date d'ouverture de la justice cantonale d'Ergueb 1892

Ministère de la Coopération Internationale et de l'Investissement Extrérieur

Nomination de membres au sein du conseil d'administration de l'agence tunisienne de coopération technique 1892

Ministère des Finances

Décret n° 94-2371 du 21 novembre 1994, portant réduction des droits de douane et suspension du droit complémentaire provisoire dûs à l'importation des fils et barres en fer 1892

Arrêté du ministre des finances du 19 novembre 1994, portant classement des bureaux des douanes 1892

Ministère de l'Economie Nationale

Décret n° 94-2366 du 18 novembre 1994, portant expropriation pour cause d'utilité publique au profit de l'agence foncière industrielle, d'un immeuble sis à Mghira gouvernorat de Ben Arous, nécessaire à l'aménagement d'une zone industrielle dans ladite localité 1895

Nomination d'un mandataire spécial de l'Etat aux assemblées générales de la société tunisienne de constructions et de réparations mécaniques et navales 1895

Ministère de l'Agriculture

- Arrêté du ministre de l'agriculture du 17 novembre 1994, réglementant l'abattage des équides 1895
- Nomination des membres du groupement d'intérêt hydraulique du gouvernorat de Tataouine 1895

Ministère de l'Équipement et de l'Habitat

- Nomination d'un administrateur représentant l'Etat au conseil d'administration de l'office de la topographie et de la cartographie 1895
- Nomination d'un administrateur représentant l'Etat au conseil d'administration de la société nationale immobilière de Tunisie 1896

Ministère de la Culture

- Décret n° 94-2367 du 18 novembre 1994**, portant création et organisation du centre des sciences et techniques du patrimoine au sein de l'institut national du patrimoine... 1896
- Décret n° 94-2368 du 18 novembre 1994**, portant création et organisation du laboratoire national pour la sauvegarde et la restauration des manuscrits à Raqqada à Kairouan, au sein de l'institut national du patrimoine 1896
- Décret n° 94-2369 du 18 novembre 1994**, portant création et organisation du centre national de la calligraphie à l'institut national du patrimoine 1897

Ministère de la Santé Publique

- Nomination d'un chef de service 1897

Ministère des Affaires Sociales

- Arrêté du ministre des affaires sociales du 17 novembre 1994 relatif à la fixation du barème d'actualisation des salaires pris en compte dans le calcul des pensions de vieillesse, d'invalidité et de survivants 1898

Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi

- Décret n° 94-2372 du 21 novembre 1994**, fixant le barème d'octroi des ristournes sur la taxe de formation professionnelle 1898

Avis et Communications

Ministère des Communications

- Avis aux titulaires des comptes à la caisse d'épargne nationale de Tunisie 1900

Par arrêté du ministre de l'équipement et de l'habitat du 17 novembre 1994.

Le colonel Mohamed El Hédi Abdelkafi, est nommé administrateur représentant le ministère de la défense nationale au sein du conseil d'administration de la société nationale immobilière de Tunisie.

MINISTERE DE LA CULTURE

Décret n° 94-2367 du 18 novembre 1994, portant création et organisation du centre des sciences et techniques du patrimoine au sein de l'institut national du patrimoine.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu la loi n° 94-35 du 24 février 1994, relative au code du patrimoine archéologique, historique et des arts traditionnels,

Vu le décret n° 66-141 du 2 avril 1966, fixant le statut du personnel de l'institut national d'archéologie et d'arts,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale,

Vu le décret n° 93-1609 du 26 juillet 1993, fixant l'organisation de l'institut national du patrimoine et les modalités de son fonctionnement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

CHAPITRE PREMIER
Dispositions générales

Article premier. - Il est institué au sein de l'institut national du patrimoine le centre des sciences et techniques du patrimoine.

CHAPITRE II
Attributions

Art. 2. - Le centre des sciences et techniques du patrimoine exerce les attributions suivantes :

- former les cadres dans le domaine des sciences et des techniques du patrimoine
- contribuer à doter le centre en équipements et en structures scientifiques et techniques nécessaires
- pourvoir aux besoins de l'institut national du patrimoine en experts scientifiques et techniques
- réaliser les programmes et les projets pilotes dans les domaines des sciences et des arts du patrimoine et aider l'institut national du patrimoine à les exploiter de manière générale.

CHAPITRE III
Organisation administrative

Art. 3. - Le centre des sciences et techniques du patrimoine est dirigé par un directeur nommé par décret sur proposition du ministre de la culture parmi les agents qui remplissent les conditions de nomination à la fonction de directeur d'administration centrale conformément aux dispositions du décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Art. 4. - Le directeur assure la direction administrative et scientifique du centre, sous l'autorité du directeur général de l'institut national du patrimoine.

Art. 5. - Le centre comprend les services suivants :

- le service de la formation des cadres
- le service des programmes et des projets pilotes.

Art. 6. - Le service de formation des cadres est chargé notamment de :

- former les architectes spécialisés dans la restauration, la sauvegarde et la mise en valeur des monuments et sites en collaboration avec l'UNESCO et les organisations spécialisées
- former les cadres scientifiques et techniques spécialistes dans les travaux de télédétection tels que la photogrammétrie, la recherche, l'investigation, l'histoire, l'identification des défauts, et proposer les solutions physiques, chimiques et autres et les techniques muséographiques.

Art. 7. - Le service des programmes et projets pilotes est chargé notamment de :

- présenter l'assistance technique requise pour le choix et l'acquisition des équipements et structures nécessaires
- contribuer techniquement à pourvoir le centre en experts et spécialistes.

Art. 8. - Chaque service est dirigé par un chef nommé par décret sur proposition du ministre de la culture parmi les agents qui remplissent les conditions de nomination à la fonction de chef de service d'administration centrale conformément aux dispositions du décret n° 88-188 du 11 février 1988 sus-visé.

Art. 9. - Les ministres des finances et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 novembre 1994.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 94-2368 du 18 novembre 1994, portant création et organisation du laboratoire national pour la sauvegarde et la restauration des manuscrits à Raqqada à Kairouan, au sein de l'institut national du patrimoine.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu la loi n° 94-35 du 24 février 1994, relative au code du patrimoine archéologique, historique et des arts traditionnels,

Vu le décret n° 66-141 du 2 avril 1966, fixant le statut du personnel de l'institut national d'archéologie et d'arts,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale,

Vu le décret n° 93-1609 du 26 juillet 1993, fixant l'organisation de l'institut national du patrimoine et les modalités de son fonctionnement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

CHAPITRE PREMIER
Dispositions générales

Article premier. - Il est créé au sein de l'institut national du patrimoine un laboratoire national pour la sauvegarde et la restauration des manuscrit dont le siège est à Raqqada à Kairouan.

CHAPITRE II

Attributions du laboratoire

Art. 2. - Le laboratoire national pour la sauvegarde et la restauration des manuscrits exerce les attributions suivantes :

- préserver le fonds national des manuscrits
- restaurer les manuscrits
- recourir aux méthodes scientifiques et techniques modernes, utilisées dans ce domaine, en collaboration avec les institutions étrangères et internationales spécialisées
- préparer les études et les travaux de restauration et de conservation
- étudier et conserver les manuscrits et les documents de Kairouan se rapportant aux anciens documents relatifs à sa vie intellectuelle, politique, économique et sociale.

CHAPITRE III

Organisation administrative

Art. 3. - Le laboratoire est dirigé par un directeur nommé par décret sur proposition du ministre de la culture parmi les agents qui remplissent les conditions de nomination à la fonction de sous-directeur d'administration centrale conformément aux dispositions du décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Art. 4. - Le directeur assure la direction administrative et scientifique du laboratoire, sous l'autorité du directeur général de l'institut national du patrimoine.

Art. 5. - Le laboratoire comprend les services suivants :

- le service de la préservation des manuscrits
- le service des études et des travaux de restauration et de conservation.

Chaque service est dirigé par un chef de service nommé par décret sur proposition du ministre de la culture parmi les agents qui remplissent les conditions de nomination à la fonction de chef de service d'administration centrale conformément aux dispositions du décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Art. 6. - Les ministres des finances et de la culture sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 novembre 1994.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 94-2369 du 18 novembre 1994, portant création et organisation du centre national de la calligraphie à l'institut national du patrimoine.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu la loi n° 94-35 du 24 février 1994, relative au code du patrimoine archéologique, historique et des arts traditionnels,

Vu le décret n° 66-141 du 2 avril 1966, fixant le statut du personnel de l'institut national d'archéologie et d'arts,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale,

Vu le décret n° 93-1609 du 26 juillet 1993, fixant l'organisation de l'institut national du patrimoine et les modalités de son fonctionnement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète :

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier. - Il est créé au sein de l'institut national du patrimoine un centre spécialisé dénommé "le centre national de la calligraphie".

CHAPITRE II

Attributions du centre

Art. 2. - Le centre national de la calligraphie exerce les attributions suivantes :

- préserver les styles et les formes artistiques utilisés dans la calligraphie arabe
- enseigner, propager et promouvoir ces styles en Tunisie en collaboration avec les instituts similaires dans le monde arabe et islamique
- former les spécialistes dans la calligraphie
- organiser les rencontres et les stages en matière de calligraphie
- créer un espace pour les expositions et lui assurer une animation permanente.

CHAPITRE III

Organisation administrative

Art. 3. - Le centre national de la calligraphie est dirigé par un directeur nommé par décret sur proposition du ministre de la culture parmi les agents qui remplissent les conditions de nomination à la fonction de sous-directeur d'administration centrale conformément aux dispositions du décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Art. 4. - Le directeur assure la direction administrative et scientifique du centre, sous l'autorité du directeur général de l'institut national du patrimoine.

Art. 5. - Le centre comprend les services suivants :

- le service de la préservation des styles et formes artistiques de la calligraphie arabe
- le service de la formation et de l'animation.

Chaque service est dirigé par un chef de service nommé par décret sur proposition du ministre de la culture parmi les agents qui remplissent les conditions de nomination à la fonction de chef de service d'administration centrale conformément aux dispositions du décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Art. 6. - Les ministres des finances et de la culture sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 novembre 1994.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

NOMINATIONS

Par décret n° 94-2370 du 17 novembre 1994.

Le DR. Slaheddine Majdoub, médecin des hôpitaux, est chargé des fonctions de chef de service hospitalo-sanitaire à l'hôpital de Siliana (Sc; de chirurgie).

الرائد الرسمي للجمهورية التونسية

عدد 93

السنة 137

الجمعة 21 جمادى الثانية 1415 — 25 نوفمبر 1994

المحتوى

الأوامر والقرارات

الوزارة الأولى

2011 إبقاء موظف في حالة مباشرة

وزارة الداخلية

2011 تسمية رؤساء دوائر

2011 تسمية رؤساء دوائر فرعية

2011 تسمية رؤساء مصالح

وزارة العدل

2011 منح الجنسية التونسية

2011 قرار من وزير العدل مؤرخ في 23 نوفمبر 1994 يتعلق بتعيين تاريخ فتح محكمة ناحية الرقاب

وزارة التعاون الدولي والإستثمار الخارجي

2012 تسمية أعضاء مجلس إدارة الوكالة التونسية للتعاون الفني

وزارة المالية

2012 أمر عدد 2371 لسنة 1994 مؤرخ في 21 نوفمبر 1994 يتعلق بالتخفيض في المعاليم الديوانية وتوقيف العمل

2012 بالمعلوم التكميلي المؤقت المستوجبة عند توريد الأسلاك والقضبان من الحديد

2014 قرار من وزير المالية مؤرخ في 19 نوفمبر 1994 يتعلق بترتيب مكاتب الديوانة

وزارة الإقتصاد الوطني

2014 أمر عدد 2366 لسنة 1994 مؤرخ في 18 نوفمبر 1994 يتعلق بالانتزاع من أجل المصلحة العمومية لفائدة

الوكالة العقارية الصناعية لعقار كائن بمنطقة المغيرة ولاية بن عروس واللازم لتهيئة منطقة صناعية بالجهة ..

تسمية وكيل خاص للدولة في الجلسات العامة للشركة التونسية للبناءات والإصلاحات الميكانيكية والبحرية 2014
وزارة الفلاحة

قرار من وزير الفلاحة مؤرخ في 17 نوفمبر 1994 يتعلق بتنظيم ذبح الخيليات 2014

تسمية أعضاء تجمع المصلحة المائية بولاية تطاوين 2014

وزارة التجهيز والإسكان

تسمية متصرف ممثل للدولة لدى مجلس إدارة ديوان قيس الأراضي ورسم الخرائط 2015

تسمية متصرف ممثل للدولة لدى مجلس إدارة الشركة القومية العقارية للبلاد التونسية 2015

وزارة الثقافة

أمر عدد 2367 لسنة 1994 مؤرخ في 18 نوفمبر 1994 يتعلق بإحداث وتنظيم مركز علوم وتقنيات التراث

ضمن المعهد الوطني للتراث 2015

أمر عدد 2368 لسنة 1994 مؤرخ في 18 نوفمبر 1994 يتعلق بإحداث وتنظيم المخبر الوطني لصيانة

وترميم المخطوطات برئاسة بالقيروان ضمن المعهد الوطني للتراث 2015

أمر عدد 2369 لسنة 1994 مؤرخ في 18 نوفمبر 1994 يتعلق بإحداث وتنظيم المركز الوطني لفنون الخط

ضمن المعهد الوطني للتراث 2016

وزارة الصحة العمومية

تسمية رئيس مصلحة 2016

وزارة الشؤون الإجتماعية

قرار من وزير الشؤون الإجتماعية مؤرخ في 17 نوفمبر 1994 يتعلق بضبط السلم التقييمي لتحسين الأجور

المعتمدة في احتساب جرايات الشيوخة والعجز والباقيين على قيد الحياة 2017

وزارة التكوين المهني والتشغيل

أمر عدد 2372 لسنة 1994 مؤرخ في 21 نوفمبر 1994 يتعلق بضبط مقاييس إسناد العائدات من الأداء على

التكوين المهني 2017

اعلانات وإرشادات

وزارة المواصلات

اعلان لمودعي الاموال بصندوق الادخار القومي التونسي 2020

- توفير الخبرات العلمية والفنية حسب ما تقتضيه حاجة المعهد الوطني للتراث
- إنجاز برامج ومشاريع نموذجية في ميادين علوم وفنون التراث وإعانة المعهد الوطني للتراث على استغلالها بصفة شاملة.

الباب الثالث

التنظيم الإداري

الفصل 3 - يتولى إدارة مركز علوم وتقنيات التراث مدير تقع تسميته بأمر بإقتراح من وزير الثقافة من بين الأعوان الذين تتوفر فيهم شروط التسمية لخطة مدير إدارة مركزية المنصوص عليها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 4 - يتولى المدير مهمة التسيير الإداري والعلمي للمركز تحت سلطة المدير العام للمعهد الوطني للتراث.

الفصل 5 - يشتمل المركز على المصالح التالية :

- مصلحة تكوين الإطارات

- مصلحة البرامج والمشاريع النموذجية.

الفصل 6 - تكلف مصلحة تكوين الإطارات خاصة بـ :

- تكوين المهندسين المعماريين المختصين في ترميم وصيانة وإحياء المعالم والمواقع وذلك بالتعاون مع اليونسكو والمنظمات المختصة

- تكوين الإطارات العلمية والتقنية المختصة في أعمال المسح بالاستشعار عن بعد كالفوتوغرامترية والبحث والتنقيب والتاريخ وتشخيص العاهات وإقتراح الحلول الفيزيائية منها والكيميائية وغيرها وفنون التحفية.

الفصل 7 - تكلف مصلحة البرامج والمشاريع النموذجية خاصة بـ :

- تقديم المساعدة الفنية اللازمة لاختيار واقتناء التجهيزات والمعدات حسبما تقتضيه الحاجة

- المساهمة الفنية في توفير الخبراء وأهل الإختصاص للمركز.

الفصل 8 - يدير كل مصلحة رئيس مصلحة تقع تسميته بأمر بإقتراح من وزير الثقافة من بين الأعوان الذين تتوفر فيهم شروط التسمية لخطة رئيس مصلحة إدارة مركزية المنصوص عليها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 9 - وزيراً المالية والثقافة مكلفان كل فيما يخصه بتنفيذ هذا الأمر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تونس في 18 نوفمبر 1994.

زين العابدين بن علي

أمر عدد 2368 لسنة 1994 مؤرخ في 18 نوفمبر 1994 يتعلق بإحداث وتنظيم المخبر الوطني لصيانة وترميم المخطوطات بقيادة بالقبروان ضمن المعهد الوطني للتراث.

إن رئيس الجمهورية،

بإقتراح من وزير الثقافة،

بعد الإطلاع على القانون عدد 112 لسنة 1983 المؤرخ في 12 ديسمبر 1983 والمتعلق بضبط النظام الأساسي العام لأعوان الدولة والجماعات العمومية المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية،

وعلى القانون عدد 35 لسنة 1994 المؤرخ في 24 فيفري 1994 والمتعلق بإصدار مجلة حماية التراث الأثري والتاريخي والفنون التقليدية،

وعلى الأمر عدد 141 لسنة 1966 المؤرخ في 2 أفريل 1966 والمتعلق بنظام موظفي المعهد القومي للآثار والفنون،

وعلى الأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 والمتعلق بضبط شروط إسناد الخطط الوظيفية لكاتب عام ووزير عام وإدارة مركزية ومدير إدارة مركزية ولكاهية مدير إدارة مركزية ولرئيس مصلحة إدارة مركزية وشروط الإعفاء من هذه الخطط الوظيفية،

- رئيس دائرة الهندسة الربيفية : عضو

- رئيس دائرة الموارد المائية : عضو

- 7 ممثلين للجمعيات ذات المصلحة المشتركة بتطاوين : أعضاء

- رئيس الإتحاد الجهوي للفلاحة والصيد البحري بتطاوين : عضو.

يلغي هذا القرار ويعوض القرار المؤرخ في 18 أكتوبر 1989.

وزارة التجهيز والإسكان

تسميات

بمقتضى قرار من وزير التجهيز والإسكان مؤرخ في 17 نوفمبر 1994.

سمي العقيد أحمد الهناك، متصرفاً ممثلاً عن وزارة الدفاع الوطني لدى مجلس إدارة ديوان قيس الأراضي ورسم الخرائط عوضاً عن العميد محمد الحبيب العياشي.

بمقتضى قرار من وزير التجهيز والإسكان مؤرخ في 17 نوفمبر 1994.

سمي العقيد محمد الهادي عبد الكافي، متصرفاً ممثلاً لوزارة الدفاع الوطني لدى مجلس إدارة الشركة القومية العقارية للبلاد التونسية.

وزارة الثقافة

أمر عدد 2367 لسنة 1994 مؤرخ في 18 نوفمبر 1994 يتعلق بإحداث وتنظيم مركز علوم وتقنيات التراث ضمن المعهد الوطني للتراث.

إن رئيس الجمهورية،

بإقتراح من وزير الثقافة،

بعد الإطلاع على القانون عدد 112 لسنة 1983 المؤرخ في 12 ديسمبر 1983 والمتعلق بضبط النظام الأساسي العام لأعوان الدولة والجماعات العمومية المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية،

وعلى القانون عدد 35 لسنة 1994 المؤرخ في 24 فيفري 1994 والمتعلق بإصدار مجلة حماية التراث الأثري والتاريخي والفنون التقليدية،

وعلى الأمر عدد 141 لسنة 1966 المؤرخ في 2 أفريل 1966 والمتعلق بنظام موظفي المعهد القومي للآثار والفنون،

وعلى الأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 والمتعلق بضبط شروط إسناد الخطط الوظيفية لكاتب عام ووزير عام وإدارة مركزية ومدير إدارة مركزية ولكاهية مدير إدارة مركزية ولرئيس مصلحة إدارة مركزية وشروط الإعفاء من هذه الخطط الوظيفية،

وعلى الأمر عدد 1609 لسنة 1993 المؤرخ في 26 جويلية 1993 والمتعلق بضبط تنظيم المعهد الوطني للتراث وطرق تسييره،

وعلى رأي وزير المالية،

وعلى رأي المحكمة الإدارية،

يصدر الأمر الآتي نصه :

الباب الأول

أحكام عامة

الفصل الأول - أحدث ضمن المعهد الوطني للتراث مركز علوم وتقنيات التراث.

الباب الثاني

المشمولات

الفصل 2 - تتمثل مشمولات مركز علوم وتقنيات التراث فيما يلي :

- تكوين الإطارات في الميادين العلمية والتقنية المختصة في التراث

- المساهمة في توفير التجهيزات والمعدات العلمية والفنية الضرورية

وعلى الأمر عدد 1609 لسنة 1993 المؤرخ في 26 جويلية 1993 والمتعلق بضبط تنظيم المعهد الوطني للتراث وطرق تسييره،
وعلى رأي وزير المالية،
وعلى رأي المحكمة الإدارية،
يصدر الأمر الآتي نصه :

الباب الأول

احكام عامة

الفصل الأول - أحدث ضمن المعهد الوطني للتراث مخبر وطني لصيانة وترميم المخطوطات ومقره «رقادة» بالقيروان.

الباب الثاني

مشمولات المخبر

الفصل 2 - تتمثل مشمولات المخبر الوطني لصيانة وترميم المخطوطات فيما يلي :

- الحفاظ على المخزون الوطني من المخطوطات

- ترميم المخطوطات

- استعمال الطرق العلمية والفنية الحديثة المعهودة في هذا الميدان بالتعاون مع المؤسسات الأجنبية والدولية المختصة

- إعداد الدراسات وأعمال الترميم والصيانة

- دراسة وتوثيق مخطوطات القيروان ووثائقها القديمة المتصلة بحياتها الفكرية، السياسية، الاقتصادية والاجتماعية.

الباب الثالث

التنظيم الإداري

الفصل 3 - يدير المخبر مدير تقع تسميته بأمر بإقتراح من وزير الثقافة من بين الأعيان الذين تتوفر فيهم شروط التسمية لخطة كاهية مدير إدارة مركزية المنصوص عليها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 4 - يتولى المدير مهمة التسيير الإداري والعلمي للمخبر تحت سلطة المدير العام للمعهد الوطني للتراث.

الفصل 5 - يشتمل المركز على المصالح التالية :

- مصلحة المحافظة على المخطوطات

- مصلحة الدراسات وأعمال الترميم والصيانة والتوثيق.

يدير كل مصلحة رئيس مصلحة تقع تسميته بأمر بإقتراح من وزير الثقافة من بين الأعيان الذين تتوفر فيهم شروط التسمية لخطة رئيس مصلحة إدارة مركزية المنصوص عليها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 6 - وزيراً المالية والثقافة مكلفان كل فيما يخصه بتنفيذ هذا الأمر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.
تونس في 18 نوفمبر 1994.

زين العابدين بن علي

وعلى الأمر عدد 141 لسنة 1966 المؤرخ في 2 أفريل 1966 والمتعلق بنظام موظفي المعهد القومي للأثار والفنون،

وعلى الأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 والمتعلق بضبط شروط إسناد الخطط الوظيفية لكاتب عام وزارة ومدير عام إدارة مركزية ومدير إدارة مركزية ولكاهية مدير إدارة مركزية ورئيس مصلحة إدارة مركزية وشروط الإعفاء من هذه الخطط الوظيفية،

وعلى الأمر عدد 1609 لسنة 1993 المؤرخ في 26 جويلية 1993 والمتعلق بضبط تنظيم المعهد الوطني للتراث وطرق تسييره،

وعلى رأي وزير المالية،

وعلى رأي المحكمة الإدارية،

يصدر الأمر الآتي نصه :

الباب الأول

احكام عامة

الفصل الأول - أحدث ضمن المعهد الوطني للتراث مركز مختص أطلق عليه إسم «المركز الوطني لفنون الخط».

الباب الثاني

مشمولات المخبر

الفصل 2 - تتمثل مشمولات المركز الوطني لفنون الخط فيما يلي :

- المحافظة على الأساليب والانماط الفنية المستعملة في الخط العربي

- ترسيخ وترويج وتطوير هاته الأساليب بالبلاد التونسية بالتعاون مع المعاهد المماثلة في العالم العربي والإسلامي

- تكوين المختصين في فنون الخط

- تنظيم المتقيات والتربصات في فنون الخط

- توفير فضاء للعروض وتنشيطه بإستمرار.

الباب الثالث

التنظيم الإداري

الفصل 3 - يتولى إدارة المركز مدير تقع تسميته بأمر بإقتراح من وزير الثقافة من بين الأعيان الذين تتوفر فيهم شروط التسمية لخطة كاهية مدير إدارة مركزية المنصوص عليها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 4 - يتولى المدير مهمة التسيير الإداري والعلمي للمركز تحت سلطة المدير العام للمعهد الوطني للتراث.

الفصل 5 - يشتمل المركز على المصالح التالية :

- مصلحة المحافظة على الأساليب والانماط الفنية في الخط العربي

- مصلحة التكوين والتنشيط.

يدير كل مصلحة رئيس مصلحة تقع تسميته بأمر بإقتراح من وزير الثقافة من بين الأعيان الذين تتوفر فيهم شروط التسمية لخطة رئيس مصلحة إدارة مركزية المنصوص عليها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 6 - وزيراً المالية والثقافة مكلفان كل فيما يخصه بتنفيذ هذا الأمر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تونس في 18 نوفمبر 1994.

زين العابدين بن علي

وزارة الصحة العمومية

تسمية

بمقتضى أمر عدد 2370 لسنة 1994 مؤرخ في 17 نوفمبر 1994

كَلَّف الدكتور صلاح الدين المجدوب، طبيب المستشفيات، بوظائف رئيس قسم إستشفائي صحي بمستشفى سليانة (قسم : الجراحة).

أمر عدد 2369 لسنة 1994 مؤرخ في 18 نوفمبر 1994 يتعلق بإحداث وتنظيم المركز الوطني لفنون الخط ضمن المعهد الوطني للتراث.

إن رئيس الجمهورية،

بإقتراح من وزير الثقافة،

بعد الإطلاع على القانون عدد 112 لسنة 1983 المؤرخ في 12 ديسمبر 1983 والمتعلق بضبط النظام الأساسي العام لأعيان الدولة والجماعات العمومية المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصيغة الإدارية،

وعلى القانون عدد 35 لسنة 1994 المؤرخ في 24 فيفري 1994 والمتعلق بإصدار مجلة حماية التراث الأثري والتاريخي والفنون التقليدية،